Osez le Féminisme !
Le journal
n° 63 , février 2024

DOSSIER

NOUS QUI AVONS UNE HISTOIRE !

ÉDITO

La discrétion n'amoindrit pas la valeur. Si peu d'entre nous connaissaient Camille Chaplain, nous savons que les textes d'Andrea Dworkin sont époustouflants. En binôme avec Harmony Devillard, Camille Chaplain a traduit ses textes de l'américain au français pendant plusieurs années. La passeuse de féminisme radical s'en est allée le 29 avril 2023, les textes restent.

Et si on connaît peu le Centre des Archives du Féminisme, c'est là un trésor complet à (re)découvrir à la bibliothèque universitaire d'Angers, avant même que le Musée des féminismes n'y voie le jour en 2027 ! Sa directrice Nathalie Clot et son directeur adjoint présentent cette riche source dans le dossier de ce numéro.

Au menu aussi : découvrir ce qu'est le « suicide forcé », la force des féministes en Corée du Sud, le *summer camp* en Auvergne et la reco La syndicaliste, à lire et à voir en film !

Pour finir, question sexisme ordinaire, on voit que le « mademoiselle » a toujours bon compte pour les banques.

Bonne lecture !

DANS CE NUMÉRO

ACTU
« Je suis enfin stérilisée ! »

OLF EN ACTION
Un summer camp thématique « féminisme, écologie, climat »

FEMMAGE
Trio de portraits de militantes

INTERVIEW
Harmony Devillard, passeuse de matrimoine

ORGANISATION
Mobilisations féministes en Corée du Sud

À LIRE, À VOIR
La syndicaliste

BRÈVES

Laëtitia Ky, le cheveu politique

Âgée de 27 ans, Laëtitia Ky est une artiste ivoirienne aux talents multiples. Actrice, peintresse et sculptrice, elle est surtout connue pour son militantisme féministe et capillaire.

Refusant les diktats de beauté européens, elle décide de porter des tresses comme une revendication de ses origines africaines. En 2017, s'inspirant de coiffures ancestrales, elle commence à sculpter ses tresses pour arborer différentes coiffures africaines. Quand elle publie ses photos sur les réseaux sociaux, c'est un véritable succès ! Elle inspire et redonne confiance à des milliers de filles et femmes à travers le monde.

Puis, reconnectée à ses origines, elle prend conscience de sa valeur et décide de lutter contre les oppressions patriarcales. Elle utilise alors ses cheveux pour faire passer des messages féministes, sur des sujets aussi divers que les mutilations génitales, #metoo, le harcèlement sexuel...

Récemment, en Italie, elle a été honorée d'une statue la représentant.

JOSÉE MOUDILOU

Le parcours de sortie de la prostitution : des promesses non tenues

Malgré la loi de 2016 qui rend illégal le fait d'avoir recours au système prostitutionnel, très peu de parcours de sortie de la prostitution (PSP) sont à ce jour accordés aux femmes victimes. Concernant les financements, sur les 20 millions € par an promis par l'État français, seuls 10% sont en réalité versés. Ils ne permettent pas de rémunérer des travailleuses sociales pour s'occuper des dossiers présentés chaque année aux commissions départementales, donc peu de femmes en bénéficient.

De plus, 14 départements ne délivrent pas de PSP et certaines commissions ne se réunissent qu'une fois par an alors que la loi de 2016 préconisait deux réunions par an.

Aussi, l'AFIS (l'aide financière à l'insertion sociale et professionnelle) de 330 € par mois ne permet pas aux femmes de se loger. Sachant que les hébergements d'urgence sont saturés, ces femmes, rejetées à la rue, risquent d'être de nouveau victimes du système prostitutionnel. (Source Mediapart)

Osez le Féminisme ! réclame une réelle application de la loi et les moyens nécessaires !

JOSÉE MOUDILOU

Actualités législatives en matière de violences conjugales !

Deux nouveaux outils de défense des victimes en 2023 :

L'article 13 de la loi n° 2023-22 du 24 janvier d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) permet à une victime d'être aidée à tous les stades de l'enquête par un·e avocat·e. Celui-ci pourra ajouter des interrogations et des observations écrites à la procédure pénale en cours, pour mieux traduire la parole des femmes victimes.

La loi n° 2023-140 du 28 février portant sur la création d'une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales existe depuis fin 2023. Elle prend « la forme d'un prêt sans intérêt ou d'une aide non remboursable » tenant compte des enfants à charge. Cette nouvelle mesure aiderait les 19% de femmes subissant des violences économiques (données du centre d'appel d'aide aux victimes 3919 en 2020). En revanche, elle requiert une preuve minimum : ordonnance de protection, dépôt de plainte ou signalement. Condition peu rassurante quand 90% des victimes ne peuvent pas porter plainte.

JULIE

Iran : les écolières empoisonnées

Depuis novembre 2022, 13 000 filles ont été rendues malades jusqu'à l'évanouissement et l'hospitalisation dans les écoles de 28 des 31 provinces d'Iran. Ces intoxications de masse au gaz d'origine inconnue ont tué Fatemeh Rezaei, 11 ans, à Qom. L'ayatollah Ali Khamenei, qualifiant ces attaques chimiques de « crime impardonnable », a promis des « peines sévères » envers les coupables. Mais face à la passivité de fait des autorités, des manifestations de parents et d'enseignant·es ont éclaté partout dans le pays, au cri de « Mort au gouvernement tueur d'enfants ! » Si le régime des mollahs cherche les agresseurs à l'étranger, chez ses opposants politiques et parmi les lycéennes manifestantes, le peuple iranien ne voit pas de hasard à ce que les lieux des attaques correspondent aux foyers de révolte des femmes depuis le meurtre de Mahsa Amini (voir n°62). La République islamique cherche-t-elle à barrer l'accès à l'éducation des filles par la terreur, comme les Talibans en Afghanistan ?

HARMONY

J'AI 36 ANS ET JE SUIS **FIÈRE** DE VOUS ANNONCER QUE JE SUIS **ENFIN STÉRILISÉE !**



Le Journal a recueilli le témoignage de Marline, voici ses mots :

« Non, je n'ai pas eu d'enfants, et je peux vous assurer avec grande joie qu'aucun ne sortira de moi. Vous pouvez arrêter de me poser la question, de faire une mine triste quand je dis que je ne veux pas d'enfant ou d'espérer que je change d'avis. Inutile de vous fatiguer avec vos discours sur la puissance féminine liée à la maternité ou sur l'accomplissement de soi qui passe forcément par la case 'parent'.

Nous ne sommes pas puissantes parce que nous pouvons donner la vie. Nous sommes puissantes parce que nous vivons la vie. On ne mérite pas le respect uniquement parce qu'on a supporté la douleur de l'accouchement. On le mérite parce que nous sommes des êtres vivantes. Je me sens puissante parce que je vis (pas qu'à moitié), parce que j'écoute mes envies, parce que je sens le monde autour de moi qui vibre et me remplit d'émotions, parce que des choses m'indignent, me révoltent et me mettent en action. Des 'bébés', j'en ai plein : mes projets et ceux que je soutiens. Ils me remplissent de vie, me donnent envie de me lever le matin, me laissent des souvenirs plus ou moins confortables, me font grandir et me permettent de me sentir complète. Je n'ai pas besoin d'être mère pour avoir une vie épanouie, tout va bien, merci.

Et ça va d'autant mieux que je suis libérée du risque de 'tomber enceinte' : ça désinhibe la libido de ne plus avoir cette peur constante, je prends carrément plus mon pied depuis que je n'ai plus à stresser et j'arrête de paniquer dès que mes règles tardent à arriver.

Il m'a fallu attendre 35 ans et subir 3 avortements pour trouver une gynécologue qui accepte de me stériliser. Je n'ai jamais voulu d'enfant, cela faisait 15 ans que je demandais à être ligaturée, et qu'on me répondait « bah voyons, vous êtes encore trop jeune pour ça », ou « vous allez changer d'avis » ou « l'horloge tourne » … J'ai consulté un paquet de gynéco et à chaque fois la même rengaine, regards désapprobateurs parce que je souhaite vivre ma vie sans en engendrer une autre. Toujours la même bataille à mener, seule : devoir justifier mon choix, démontrer que c'est une décision réfléchie et sensée.

On me disait que la stérilisation était irréversible, mais être mère aussi, non ? Est-ce qu'on demande aux femmes qui veulent être mère pourquoi est-ce qu'elles souhaitent l'être ? Si c'est vraiment leur choix ? Et si elles sont sûres que la vie qui les attend leur correspond ? Le choix de la maternité semble évident, alors que celui de la non-maternité semble irresponsable ou immature. Vous me direz, on m'a laissé le droit, non sans me mettre la pression, de ne pas vouloir donner la vie, et d'en porter la responsabilité. Oui, mais à quel prix ? Charge mentale de la contraception, dérèglement hormonal, pose de dispositif invasif, jugement en cas de fertilisation, mauvais traitement, pas d'accompagnement lors de l'avortement… C'est cher payé pour une décision dont les conséquences m'incombent !

Qu'est-ce qui donne au corps médical le droit de limiter les femmes dans l'utilisation, ou non, de leur corps ? La morale d'une société où les femmes sont nées pour procréer ? Le sentiment que le corps de la femme ne lui appartient pas ? Ou l'impression qu'une femme n'est pas capable de faire des choix seule ?

Pour que mon dossier soit validé il m'a fallu passer par ces questions déroutantes : « vous êtes en couple ? », « votre conjoint est au courant ? », « c'est une décision de couple ? ». Dans mon cas la réponse était oui, mais si j'avais répondu « non » ? Il s'agit tout de même de mon corps, et je devrais être la seule à décider de ce que j'en fais.

Le sujet évolue et on trouve plus facilement des gynécologues (souvent des femmes) qui acceptent de stériliser. Mais le parcours est encore trop compliqué, notamment pour les jeunes femmes seules. Alors il faut qu'on en parle, que ce ne soit plus tabou, comme tout ce qui concerne l'intérieur du corps des femmes d'ailleurs ! C'est pour ça que je témoigne, en espérant que d'autres feront pareil et que des discussions en découleront pour faire évoluer la société. »

MARLINE

OLF EN ACTION !



UN SUMMER CAMP THÉMATIQUE « FÉMINISME, ÉCOLOGIE, CLIMAT » EN AUVERGNE

Nous sommes prises dans les conditions climatiques qui s'imposent à nos vies. Il nous faut mieux comprendre en quoi les femmes ne subissent pas les impacts du dérèglement de la même manière que les hommes (en zone rurale, en banlieues, dans les grandes villes, les pays des Sud...). Mieux comprendre en quoi les femmes et les hommes ne partent pas du même point pour s'adapter, en matière de santé, de mobilité, de pouvoir d'agir. Et mieux repérer ceux qui se servent de l'écologie comme alibi du patriarcat et du racisme... Tout ça pour mieux voir ce qui nous menace et comment résister. En premier pas, des militantes d'OLF 63 ont organisé un week-end pour les militantes actives des antennes et les administratrices nationales en juin 2023 à Saint-Amant-Roche-Savine (Puy-de-Dôme). Au programme du vendredi, balade en forêt afin de récolter des matériaux pour fabriquer des puppets anti-patriarcat, que nous avons symboliquement chargées de messages négatifs et brûlées au feu le soir. Le samedi matin a eu lieu un débat mouvant pour se positionner selon notre sensibilité à l'écologie, suivi d'une plénière « Féminisme, écologie, climat, pourquoi lier tout ça ? » pendant laquelle nous avons abordé l'aménagement des villes pour s'adapter à la chaleur et faire une transition dans la mobilité, l'urbanisme féministe, les femmes vivant en milieu rural et l'appropriation des terres à partir de « Caliban et la sorcière », un livre de Silvia Federici. L'après-midi, ciné-débat sur des portraits d'agricultrices avec « Terres de femmes », atelier de répartie féministe et écologiste pour s'entraîner à répondre aux petites phrases qui nous titillent, chorale et yoga avec une professeuse professionnelle.

Pour la soirée, Anne Loyale a joué son seule-en-scène féministe « Et ré-inventons la tendresse » qui témoigne de son expérience au Guatemala. Le dimanche : participation aux Terres d'Amnis, ferme en maraîchage bio de Julianne Puertas, ancienne adhérente OLF 63. Nous avons planté poireaux, graines de courge, chou-fleur... et terminé par un pique-nique ! Un chemin à poursuivre !

ANNE-LISE RIAS

LE GRAND MOT

LE SUICIDE FORCÉ

En 2023, le chiffre était accablant : 102 féminicides en France. Et déjà 11 en janvier 2024[1].

Ce décompte macabre donne certes le nombre de meurtres de femmes par leur (ex)compagnon, mais une nouvelle statistique intéresse les féministes : les suicides forcés. Si sa médiatisation est récente, ce phénomène, qui découle également des violences masculines mais sur un temps long, existe depuis toujours.

Certaines femmes sont en effet mortes à la suite d'années de violences physiques et/ou psychologiques. Dans une relation toxique, l'emprise, la peur d'être assassinée, l'épuisement peuvent mener des femmes au suicide.

La première plainte suite à suicide forcé a été déposée en septembre 2021 par la sœur d'Odile, qui a subi pendant 11 ans des violences psychologiques de son mari. On y retrouve des mécanismes de l'emprise : éloignement des proches, déménagement jusqu'à une rupture totale des liens familiaux.

Depuis juillet 2020, le suicide forcé est reconnu comme une circonstance aggravante au délit de harcèlement moral dans le couple. Et comme pour les féminicides, le travail des féministes permettra qu'il soit connu et intégré dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

JULIETTE O

1. source Féminicides par compagnon ou ex

LES ARCHIVES FÉMINISTES ET LEUR TRANSMISSION



Étudiant·es en archivistique classant un fonds d'archives du Centre des Archives du Féminisme (3 mars 2017)

On peut penser que les archives, l'histoire, ça sent un peu la poussière et l'ennui ou que c'est réservé à une élite intellectuelle. Qu'une bonne militante féministe est toujours en première ligne en manif et prête à réagir à l'actu chaude, pas le nez dans des vieux bouquins. Mais si on veut éviter de dilapider notre énergie à réinventer la roue des mouvements féministes, être solides sur nos bases, prêtes à résister aux backlash de tous types, et ouvertes à la diversité des revendications des femmes un peu partout dans le monde, on a bien besoin de consolider notre culture féministe, de faciliter la transmission, de faire notre matrimoine.
En cela, l'action du Centre des archives du féminisme, que nous avons invité à se présenter dans ce dossier, mérite d'être plus connue.
Tout comme le travail de traduction d'autrices féministes non francophones et la diffusion de l'histoire du français qui n'a pas toujours été qu'au masculin. C'est ce que nous mettons en lumière dans ce dossier !

DANS CE DOSSIER

L'histoire du Centre des archives du féminisme

Zoom : Un musée des féminismes, enfin !

Féminisme partout, langue de Molière nulle part

Zoom : L'arpentage, pour une culture féministe accessible

Vieilles et féministes tant qu'il le faudra !

L'HISTOIRE DU CENTRE DES ARCHIVES DU FÉMINISME

Depuis plus de vingt ans, le Centre des archives du féminisme, dit le CAF, a vocation à témoigner des luttes féministes et à en transmettre l'héritage. Au cœur d'un réseau institutionnel et militant vivant, il garantit que ces histoires restent accessibles et valorisées.

La naissance du Centre des archives du féminisme trouve son origine en 2000, au retour en France des « fonds russes », ces archives pillées par les Allemands pendant l'Occupation, récupérées en secret par les Soviétiques au moment de la Libération. Ces fonds ont fait l'objet d'échanges diplomatiques intenses avec la Russie après 1992.

Parmi les archives françaises se trouvait le fonds de Cécile Brunschvicg (1877-1946), présidente de l'Union française pour le suffrage des femmes, et sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale dans le gouvernement du Front populaire de 1936. Ses héritiers ont d'abord proposé ce fonds à la Bibliothèque Marguerite Durand qui, faute de place, n'a pas pu l'accueillir. Informée de la situation, Christine Bard, historienne spécialiste de l'histoire des féminismes à l'université d'Angers, se rapproche alors du directeur de la bibliothèque universitaire qui voit d'emblée l'intérêt de sauver ces archives et dispose de locaux récents. Christine Bard fonde alors l'association Archives du féminisme, avec des amies, militantes et collègues. Le Centre des Archives du Féminisme est

Zoom

Un musée des féminismes, enfin !

Il y a plusieurs milliers de musées en France, pas un seul dédié au féminisme ! Si on peut revendiquer que le féminisme n'a pas à se conformer à une institution ou un point de vue unique, il faut reconnaître que reconstituer l'histoire des luttes pour les droits des femmes, la rendre accessible et sauvegarder des traces des mouvements est indispensable. Pas uniquement pour les féministes, mais pour toute la société, pour qu'une culture féministe se construise et puisse se transmettre entre les générations.

C'est maintenant lancé : un musée des féminismes ouvrira à Angers en 2027 ! Le projet est porté par AFéMuse (Association pour un musée des féminismes) et sera installé dans la bibliothèque universitaire du campus de Belle-Beille à Angers.

Celle-ci héberge déjà le Centre des archives du féminisme, qui collecte depuis 22 ans des pièces témoignant des luttes féministes. Le fonds du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) y est conservé par exemple. Une première exposition, « Les femmes sont dans la rue », sera visible dès 2024 avant l'ouverture officielle du musée.

En mettant les féminismes au pluriel, cet espace permettra de nous rendre compte de la véritable ampleur et des forces de nos mouvements militants.

ANNE-LISE RIAS

créé par convention entre l'université d'Angers et l'association Archives du féminisme. Il accueille, dès le mois d'octobre 2000, le fonds Brunschvicg. Le CAF est officiellement inauguré en avril 2001.

Après deux décennies d'existence, le CAF a traité 80 fonds, dont une trentaine d'associations, pour un total de 300 mètres linéaires d'archives privées du XIXème au XXIème siècle. Cet inventaire est partagé en ligne.

Plus de 300 objets (vêtements, objets de communication, pancartes, banderoles…) et une quarantaine de témoignages oraux complètent les collections. Les fonds conservés témoignent de la diversité des revendications et des combats féministes depuis la fin du XIXème siècle jusqu'à nos jours : accès à la citoyenneté, droit à l'avortement et à la contraception, parité en politique, place des femmes dans les médias, lutte contre le sexisme, contre les mutilations sexuelles… Ces archives documentent autant les modalités d'organisation des mouvements féministes que certaines trajectoires personnelles de féministes engagées. Même si la majeure partie des fonds est aujourd'hui sur papier, le CAF est aussi en mesure de collecter des archives nativement numériques.

Grâce à la présence de la filière de formation en archivistique de l'université d'Angers, le CAF accueille régulièrement des stagiaires pour le classement et la description des fonds d'archives, ou le signalement des sites internet. En effet, depuis 2016, le CAF collabore avec la Bibliothèque nationale de France dans le cadre du dépôt légal du web, sur la thématique Mouvements sociaux / Féminisme.

En complément de ces archives, la bibliothèque universitaire constitue depuis l'an 2000 une collection documentaire « femmes et féminisme » qui a vocation à se développer et totalise déjà plus de 10 000 ouvrages et plus de 200 revues sur l'histoire des femmes, le féminisme, l'antiféminisme et les relations femmes-hommes.

Collectes et conservation n'ont de sens que si les archives sont accessibles et valorisées. En 2019, 800 boîtes ou dossiers d'archives ont ainsi été communiquées pour nourrir l'écriture de thèses, de mémoires d'études, de livres et d'articles. La mise à disposition des documents pour leur exploitation à des fins universitaires est une des priorités, soumise à une vigilance particulière sur la protection de la vie privée des personnes qui y sont évoquées. L'utilisation scientifique des archives est complétée par une mise en valeur culturelle : le CAF prête régulièrement des documents ou des objets pour des expositions. Parmi les dernières, citons l'exposition « Parisiennes citoyennes » au Musée Carnavalet (28/09/2022 au 29/01/2023).

Le CAF travaille en étroite collaboration avec l'Association des Archives du féminisme, destinataire d'un grand nombre des propositions de dons, et avec d'autres institutions de conservation. Le CAF d'Angers n'est en effet pas le seul centre en France ayant vocation à recueillir ces archives : selon la typologie, le volume et/ou la thématique, les archives ou documents peuvent plutôt être proposés, après concertation, à la Bibliothèque Marguerite Durand, à La Contemporaine, au Centre audiovisuel Simone de Beauvoir ou au Centre de documentation du Planning familial, tous se trouvant en région parisienne.

L'écosystème dans lequel s'inscrit le CAF laisse une large place aux féministes, qu'elles soient militantes ou chercheuses. Le projet FemenRev – « Féminismes en revues » - a permis de créer, en collaboration avec la bibliothèque Marguerite Durand et l'Unité d'appui et de recherche du CNRS Persée, une plateforme de recherche pour la numérisation, la structuration, l'enrichissement de métadonnées, l'annotation sémantique et la diffusion en ligne d'un corpus original de 19 revues féministes de 1944 à 2019. Dans ce projet, des marraines, souvent issues des mouvements militants, ont proposé des contenus éditoriaux pour accompagner la mise en ligne des revues et documenter de manière vivante le contexte humain de leur production.

Actuellement, le CAF se trouve à la croisée de plusieurs enjeux cruciaux pour la préservation et la promotion de l'héritage féministe. D'une part, la collecte des archives du féminisme intersectionnel s'avère essentielle pour refléter la diversité des mouvements et des voix. Ce défi implique d'apporter les garanties nécessaires aux concernées pour les convaincre de confier leurs histoires et leurs documents. D'autre part, la gestion des archives numériques devient de plus en plus complexe. Le Centre doit non seulement préserver ces archives numérisées ou nativement numériques dans un format accessible à long terme, mais aussi aborder des questions liées à la sécurité des données, à la confidentialité et à la préservation des contenus en ligne. Enfin, la création du Musée des féminismes, en lien avec l'AFéMuse (association pour un musée des féminismes), est un ambitieux projet pour donner, à compter de 2027, une visibilité publique et un contexte narratif aux archives qui constitueront un de ses marqueurs forts.

NATHALIE CLOT, DIRECTRICE DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE D'ANGERS
DAMIEN HAMARD, DIRECTEUR ADJOINT ARCHIVES ET RECHERCHE



FÉMINISME PARTOUT LANGUE DE MOLIÈRE NULLE PART

La fin d'année 2023 a été marquée par des actus autour de la langue française, vecteur de transmission de connaissances, de culture, entre les générations. Pourquoi c'est un sujet féministe ? Parce que, même si les féministes ne lâchent rien, le français n'est pas encore (re)devenu un outil de transmission entre les femmes.

À l'occasion de l'inauguration de la Cité internationale de la langue française, Emmanuel Macron a prétendu que « dans cette langue le masculin fait le neutre ».

En plus de propager une contrevérité scientifique, le Président s'est contredit.

Si le masculin est neutre, pourquoi utiliser la double flexion et citer les deux sexes une dizaine de fois au fil de son discours : « parler en femmes et en hommes libres » ; « plusieurs de nos actrices et acteurs » ; « toutes celles et ceux » ?

Si le masculin est neutre, pourquoi accorder les noms de fonctions et titres au féminin, comme il l'a fait « Madame la Secrétaire générale », « Madame la Ministre » ?

Si le masculin était neutre, c'est-à-dire ne fait prévaloir ni féminin ni masculin, pourquoi sa culture, qu'il étale en citant les auteurs qui ont changé sa vie comme il dit, est faite de 19 auteurs et qu'il peine pour citer 6 autrices, qu'il nomme mais ne range pas dans son panthéon ?

Comme le rappelle Eliane Viennot, le français est une langue à deux genres, masculin et féminin, depuis la fin de l'Antiquité il n'existe pas de neutre.

Le masculin est tout au plus générique : il se rapporte au genre, résume un genre, pas deux.

Au sommet de l'État, pour continuer à maintenir le monde masculin viril, ils nous font encore croire que la langue française ne serait pas équipée pour exprimer le féminin !

Loin d'être réservée aux spécialistes, la langue est notre outil de tous les jours pour nous décrire nous-mêmes, filles et femmes,

Zoom

L'arpentage, pour une culture féministe accessible

Issu de mouvements ouvriers et syndicalistes du 19ème siècle, l'arpentage est une méthode de lecture collective, inventée pour faciliter l'accès aux savoirs venant des livres. En pratique, le livre est découpé en parties, que chacun·e lit de son côté, puis le groupe se retrouve pour en parler et reconstituer l'ensemble. Avec l'arpentage, apprendre par la lecture ne se fait pas qu'en sola et n'est plus réservé aux « élites ». Les sujets comme les violences sexuelles deviennent plus digestes, et ouvrent sur des groupes de parole féministes. Arpenter un contenu à plusieurs simultanément, c'est aussi favoriser la diffusion, la transmission des connaissances à un plus grand nombre de filles et de femmes, ce qui constitue donc un vrai outil d'émancipation. Des contenus deviennent ainsi accessibles à des mères bien occupées, à des femmes qui lisent peu, à celles qui tentent de lire une langue étrangère, à toutes celles qui n'ont pas l'énergie pour se plonger dans un livre. Avec l'arpentage, on peut aussi diffuser plus facilement des livres confidentiels, comme Le féminisme ou la mort de Françoise d'Eaubonne édité en 1972 en quelques exemplaires seulement (réédité en 2020 au Passager clandestin). Une technique à redécouvrir, qui peut aussi être adaptée avec des podcasts ou des conférences.

ANNE-LISE REAS

pour découvrir ce que d'autres femmes ont fait avant nous et recevoir leur héritage, pour dénoncer les violences qu'ils nous font et pour asseoir notre juste place dans le monde, c'est-à-dire un tout petit peu plus de la moitié.

C'est sans doute pour cette raison qu'on a vu dans le débat fin 2023, la onzième proposition de loi, du Rassemblement National, puis la douzième, par le Sénat, visant à « interdire l'écriture dite inclusive dans les éditions, productions et publications scolaires, universitaires, actes civils, administratifs et commerciaux » et à « protéger la langue française des dérives de l'écriture dite inclusive ».

Examinées par des expert·es, leur fondement et leur portée ont été facilement démontées. Il est donc peu probable que ces propositions aboutissent à une loi, en tout cas à court terme, mais leur volonté d'effacer les femmes est toujours là et le conservatisme, c'est hype.

Le fantasme « il faut sauver la langue de Molière » synonyme de c'était mieux avant, est bien vivant alors même que comme disent Les linguistes atterrées[1] cette fameuse langue de Molière n'a jamais existé ! Ces projets de loi attaquent essentiellement l'utilisation du point médian (ex : français·es), voilà un bon cheval de Troie pour qui veut maintenir le masculin partout et garder le pouvoir.

Parler et écrire en féministes demande donc de passer par des archives, des livres, l'histoire de la langue, des chercheuses et enseignant·es, pour découvrir que Avocate, Doctoresse, Lieutenante, Ambassadrice, Peintresse et beaucoup d'autres existent depuis des siècles et qu'ils sont même dans des guides tels que Femme, j'écris ton nom (de 1999 !) accessibles en ligne[2].

C'est là qu'on apprend que la forme féminine des noms de métiers, fonctions, titres et grades existait déjà en France au Moyen ge jusqu'au XIIIème siècle. Que la création des universités et de la haute administration - interdites aux femmes - a fait disparaître ces mots jusqu'au XVème siècle.

Que le féminin a repris sa place avec la Renaissance, entre le XV^{e} et le XVII^{e} siècle, quand les femmes avaient des fonctions de pouvoir. Avant d'être de nouveau piétiné au XVIIème siècle, surtout par l'Académie française qui clamait que « le genre masculin, étant le plus noble, doit prédominer toutes les fois que le masculin et le féminin se trouvent ensemble » (C. de Vaugelas, 1647). La fameuse règle du « masculin qui l'emporte sur le feminin », encore enseignée aujourd'hui et ancrée dans nos inconscients, trouve ainsi son fondement dans leur pensée purement misogyne.

Développer une plume féministe c'est aussi se familiariser avec toute la palette du langage égalitaire qui comprend l'utilisation :

- de la double flexion pour mentionner à la fois le féminin et le masculin, comme dans « opérateurs et opératrices » ;
- de l'accord de proximité pour que le masculin ne l'emporte pas sur le féminin, par exemple « opérateurs et opératrices sont heureuses au travail » ;
- de l'accord de majorité comme dans « les trente-six opérateurs et l'opératrice sont heureux au travail » ;
- de mots épicènes ou de tournures neutres pour éviter de mettre du masculin par défaut. Ex : vous ne savez pas si c'est un Directeur ou une Directrice qui dirige ? Utilisez « la Direction » pour ne pas présumer que la personne qui dirige est un homme ;
- des termes au féminin pour désigner les métiers, fonctions, titres et grades des femmes puisque ces mots existent depuis des siècles !
- du point médian là où il est nécessaire d'exprimer la double flexion en abréviation plutôt qu'en entier. Ex : citoyen·nes.

Le féminisme appliqué au français c'est aussi militer pour la disparition de « mademoiselle » partout. Que ce mot, là où la loi n'interdit pas l'usage, soit considéré comme un agissement sexiste qu'il faut faire cesser.

Parler féministe c'est aussi faire la promotion du mot matrimoine, pas seulement aux « Journées européennes du patrimoine » mais toute l'année, pour ne pas laisser croire que filles et garçons héritent des pères tandis que les femmes ne transmettraient rien de plus que des ovocytes (c'est déjà beaucoup !), un peu de douceur et une super recette de flan au caramel.

C'est aussi s'intéresser au parler féministe francophone hors de France, y compris non blanc.

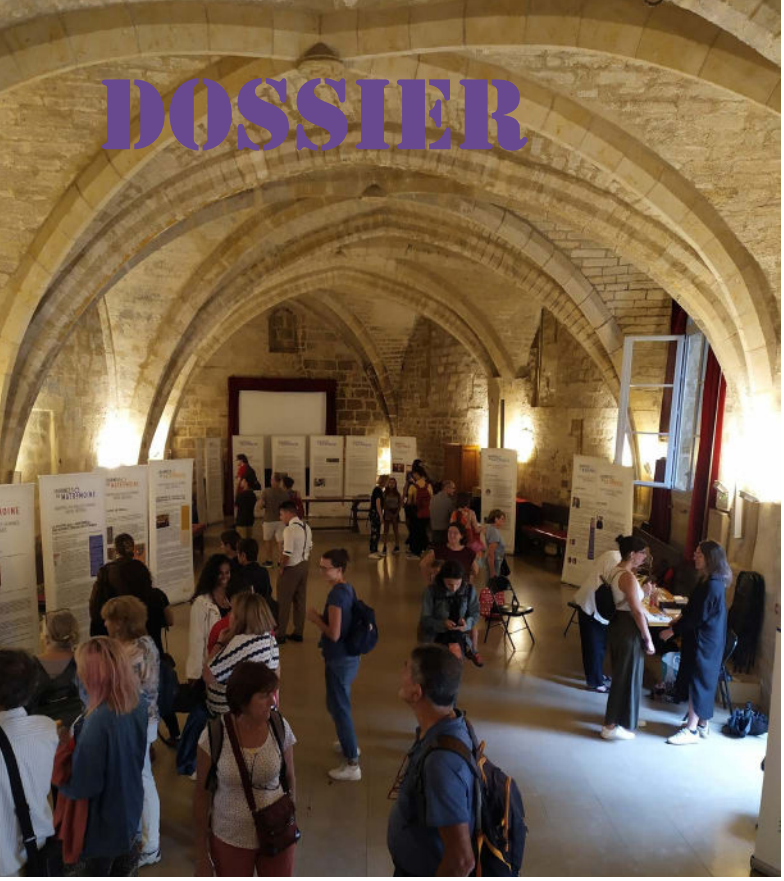
Faire en sorte que la langue française soit utile pour créer une société féministe c'est enfin accueillir des néologismes. Par exemple le mot « circlusion » inventé par la philosophesse Bini Adamczak, pour décrire l'action du vagin englobant un objet ou une partie du corps et ainsi nous rendre participante active dans l'acte de pénétration.

On osera même glisser un peu de féminine universelle, en noues ou dans soeurcières si ça nous chante !

ANNE-LISE RIAS



1. Le français va très bien, merci, Tract Gallimard n°49 par le collectif Les linguistes atterrées
2. Femme, j'écris ton nom, guide https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/994001174.pdf



Vieilles ET FÉMINISTES TANT QU'IL LE FAUDRA !

Le groupe de militantes Toujours féministes - les Vieilleuses, qui existait de manière informelle depuis environ un an, a rejoint Osez le féminisme ! 34, l'antenne de Montpellier. Il est composé de militantes de soixante-cinq ans à quatre-vingt ans, pour la plupart militantes féministes depuis plus de 30 ans, qui ont décidé de se réunir pour réfléchir à l'invisibilité des femmes vieilles dans la société et à l'impensé de la vieillesse dans les mouvements féministes.

À Montpellier, au sein d'OLF 34, a été créé un groupe de travail qui permet aux militantes âgées de poursuivre leur réflexion dans le cadre de l'association avec qui elles partagent les valeurs, tout en intégrant les jeunes militantes d'Osez le féminisme intéressées pour réfléchir au vieillissement des femmes dans notre société.

La transmission féministe et les débats entre les générations tiennent une bonne place. C'est d'ailleurs ce qui me semble le plus précieux : en tant que militantes plus jeunes on a tant à apprendre des générations précédentes et il y a beaucoup de sujets de débats.

Lorsqu'on aura suffisamment avancé dans notre réflexion, on souhaiterait proposer et animer un groupe de travail national pour analyser d'un point de vue féministe le traitement des femmes âgées par la société et la question de la transmission féministe. C'est un sujet énorme, il n'y a pas que la question du grand âge, en tant que femmes on est considérées comme vieilles, périmées, invisibles très vite !

OLF 34 agit et réfléchit sur la transmission et la mémoire depuis plusieurs années avec le projet Matrimoine, commencé en 2017, qui s'articule avec l'exposition « Matrimoine, Montpellier par les femmes », des visites guidées et conférences, dont le but est de faire connaître des femmes de Montpellier de toutes les époques, en les inscrivant symboliquement dans l'espace public. On se rend compte que de nombreuses femmes ont pris part, à toutes les époques, à la vie politique, à la littérature, aux arts, sciences, mouvements intellectuels, aux guerres. Pourtant, elles sont trop souvent invisibilisées, effacées, absentes de l'histoire et de la mémoire.

Si le mot « matrimoine » peut nous sembler étrange, ce n'est pas un néologisme. Il existait dès le Moyen Âge et a été employé jusqu'au XVIème siècle pour désigner l'héritage et les biens des mères, comme le mot patrimoine désigne ceux des pères.

Choisir d'utiliser « matrimoine », c'est prendre conscience de l'héritage qui nous a été transmis par les femmes et c'est reconnaître leur rôle dans notre histoire culturelle, scientifique, politique et sociale.

Nous créons en permanence ce qui constituera le matrimoine féministe de demain. C'est aussi le cas chez nos copines d'Osez le féminisme 84, dans le Vaucluse, qui lance un concours de nouvelles féministes. Les intéressées peuvent sortir leur plus forte plume féministe pour écrire et proposer leur nouvelle au jury jusqu'au 30 avril 2024 !

Infos et règlement du concours : https://nouvellesfeministes.wordpress.com/reglement-du-concours/?fbclid=IwAR0C8XjKrb-kF2bt0DtJdB6Q0QayzX1gyJvFEbu_5Mp9PfUK9-Lo8yASnKYk

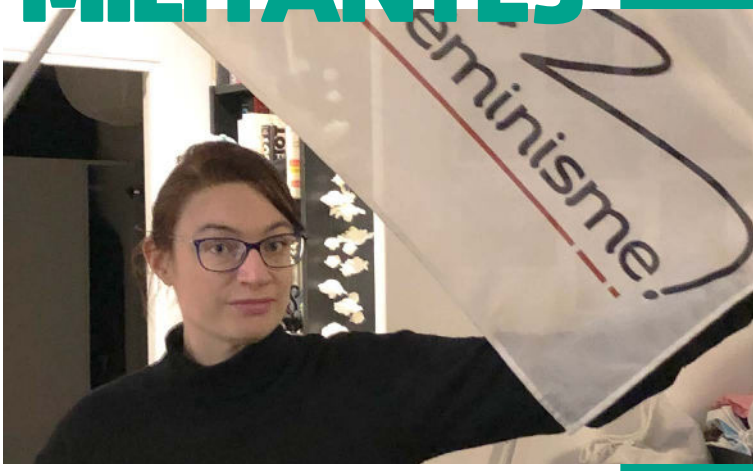
SONIA SALAMI, PRÉSIDENTE OLF 34



TRIO DE PORTRAITS DE MILITANTES







Les étoiles dans les yeux, Lilou, 18 ans, conte gaiement sa rencontre avec OLF en Avignon. Sensibilisée par sa mère qui parlait « Droits des femmes » et emmenait ses filles en manif, elle apprécie le féminisme qui se dégage des cours de SES. Sa prof n'est autre que Blandine, la présidente d'OLF 84. Intéressée, Lilou rejoint l'association à l'automne 2020. L'accueil, la possibilité d'échanger avec des femmes de tous âges, d'apprendre et de transformer sa colère en actions concrètes la séduisent. Lilou se lance : elle intègre le Conseil d'Administration (CA) de l'antenne du Vaucluse, prend la parole en public le 8 mars, organise des actions locales. Désormais étudiante en sociologie à Nanterre, elle intègre le groupe Abolition, le CA parisien puis national. Lilou économise son énergie pour l'utiliser sur le long terme, le combat féministe est loin d'être fini ! Les trajets en train servent à écrire un post, lire les mails du CA ou un article. Son souhait ? Valoriser le matrimoine national et animer des ateliers de danse pour créer des moments de sororité.

Les stéréotypes sexistes de l'éducation traditionnelle reçue par Clémentine, 37 ans, ne lui correspondaient pas. Cette violence patriarcale lui fait mal. Devenue sage-femme, elle est révoltée par la maltraitance des protocoles visant à contrôler le corps des femmes et à les déshumaniser. Elle craque, démissionne et reprend ses études dans une autre branche. Clémentine s'ouvre au féminisme, lit les autrices visibilisées par la période MeToo. « Féministe dans son coin » jusqu'en septembre 2021. Elle choisit OLF, pour son approche généraliste, politique et intellectuelle. L'ambiance sorore du Féminist'camp la porte. Pour « botter le cul du patriarcat », elle milite dans le groupe Élections et ressent une joie immense quand est médiatisé le Féministomètre, un outil pour évaluer le niveau de féminisme des candidat·es à la Présidentielle. Son implication s'accélère. Elle entre au CA national, représente OLF dans les coordinations inter-orgas, organise la journée du 8 mars 2023 et rêve de relancer le groupe Santé. Comment tenir le rythme ? Clémentine rit : « Je me ménage des espaces personnels et discute féminisme avec mes ami·es ».

Gabrielle, 32 ans, milite très jeune au Parti Socialiste. Rapidement confrontée aux violences sexistes de ce milieu dirigé par des hommes, où seules quelques femmes défendent les sujets féministes, elle constate que la parole des femmes est systématiquement délégitimée et écrit un essai pour le dénoncer : La République des hommes. Ses collègues la mettent en garde contre l'étiquetage « féministe ». Gabrielle, elle, se voyait plutôt brandir un étendard ! En charge du sujet égalité Femmes-Hommes de la campagne présidentielle 2022, elle rencontre Céline Piques et découvre OLF qui l'attire pour sa position abolitionniste. Elle y adhère début 2023 pour militer et commence par aider à la rédaction des communiqués de presse du 8 mars. Ayant laissé une partie de sa charge politique, elle aura du temps à consacrer à OLF où elle se verrait bien travailler sur les questions économiques.

À quoi ressemblerait notre société dans un idéal féministe ? Un monde où auraient disparu les violences contre les femmes, l'environnement toxique de domination et le sexisme. Pour Lilou, les femmes du monde entier y seraient reliées. Clémentine l'imagine plus sereine, car une société féministe est une société du *care*. Gabrielle y verrait un nouvel équilibre dont on n'a pas encore idée. Une société rêvée.

SANDRINE

INTERVIEW

TRADUIRE
Andrea Dworkin
Harmony Devillard,
passeuse de matrimoine



En parallèle de son travail dans l'édition, Harmony Devillard a co-traduit, avec Camille Chaplain, deux livres majeurs d'Andrea Dworkin, publiés aux éditions des femmes-Antoinette Fouque : en novembre 2021, Notre sang. Discours et prophéties sur la politique sexuelle, *paru initialement en 1976 ; puis, en mars 2023,* Woman Hating. *De la misogynie, premier livre de l'autrice américaine publié en 1974.*

Tu viens de vivre un choc : Camille Chaplain est décédée le 29 avril 2023. Peux-tu nous parler de Camille ?

Merci de mettre Camille en lumière. Jamais je n'aurais rêvé meilleure collaboratrice. En tant que traductrice, elle nous laisse un précieux matrimoine d'ouvrages majeurs sur notre *herstory*, parus aux éditions *des femmes*-Antoinette Fouque, comme Le langage de la déesse de Marija Gimbutas, Les sociétés matriarcales de Heide Goettner-Abendroth, ou Artisanes de la paix de Mona Siegel. Camille m'a prise sous son aile avec beaucoup de bienveillance et je souhaite à toute personne qui débute d'être accompagnée de la sorte. Travailler avec Camille m'a montré que le talent et l'exigence peuvent coexister sans paradoxe avec le respect et la douceur. Elle restera pour moi une mentor, un modèle. Mais elle me manquera aussi, et surtout, en tant qu'amie et « marraine ».

Avant d'accomplir des traductions dans un cadre professionnel, tu traduisais par passion, sur ton temps libre. Tu t'impliques aussi dans le développement de livres audio. Qu'est-ce que ces formes de transmission représentent pour toi ?

Me mettre à traduire des textes qui me parlaient m'a reconnectée avec ce qui me motivait lors d'une mauvaise période et donné le courage d'envoyer valser la sécurité-prison de l'Éducation nationale. J'en ai auto-édité deux en ebook : « Le Mariage et l'Amour » d'Emma Goldman et « L'Esclavage sexuel », de Voltairine de Cleyre. J'ai continué en traduisant deux pièces australiennes, Les Fleuves de Chine et Les Mauvaises Sœurs d'Alma De Groen, qui cherchent des metteuses en scène. De la voix du théâtre au livre audio, il n'y a qu'un pas. Mais je n'avais jamais vu le lien entre la traduction et mes 3 ans au service de « La Bibliothèque des voix ». Il me paraît soudain évident. Il s'agit d'établir des ponts. Ces modes de transmission nous connectent pile à un point de rupture : on ne peut pas lire la langue, ou de ses yeux. Qu'à cela ne tienne : nous trouverons des solutions pour faire passer les mots !

Un propos d'Andrea Dworkin m'a hantée, disant que dans quelques années, son nom sera oublié, son travail disparaîtra comme tant d'ouvrages de la littérature perdue des femmes. Cette conscience de notre effacement m'a brisé le cœur. La croyance en une main magique qui sauverait de la destruction toute œuvre digne de l'être est une broyeuse de femmes. Elle induit la passivité et laisse au « temps » masculiniste le privilège d'opérer ses sélections, façon darwinisme social. Il y a quelque chose de réjouissant et d'émancipateur à s'engager dans un bras de fer avec cette main invisible. C'est cet esprit d'intervention qui m'anime derrière le choix de l'édition, du livre audio et de la traduction. Traduire et mettre en voix, c'est raviver un texte pour le porter plus loin que son premier souffle. C'est prêter sa propre voix quand celle de la chanteuse s'éteint pour continuer sa chanson. C'est intimidant,

mais j'espère agir comme un de ces maillons pour que la chaîne de la mémoire ne casse pas et qu'elle s'étende. Merci d'être, d'une autre façon, un autre maillon.

Qu'est-ce qui t'a donné envie de proposer les projets de traduction des livres Notre sang, puis Woman Hating, d'Andrea Dworkin ?

Il y a 10 ans, je m'étais promis que je traduirais Andrea Dworkin, après avoir emprunté ses livres à la bibliothèque de philosophie de l'université de Cambridge. Alors j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour que ce rêve devienne réalité. Mon implication était telle qu'on a fini par me proposer de participer avec Camille à la traduction. La cerise sur le gâteau a été le soutien du Centre National du Livre !

Il y a eu pour moi un avant et un après Andrea Dworkin. Lors de sa découverte, « la terre a tremblé ». Elle a mis du sens dans l'absurdité, remis le monde à l'endroit. Andrea Dworkin m'a donné les mots pour m'exprimer, comme elle les a reçus de Kate Millett. Il me paraît crucial de permettre à mon tour à d'autres femmes de connaître cette expérience restructurante.

Woman Hating nous fait découvrir les croyances et réflexions d'Andrea Dworkin entre ses 24 et 28 ans. Qu'en as-tu appris ?

Woman Hating est le premier livre que j'ai lu d'Andrea. Il a donc en moi une place particulière. Il a eu pour effet de m'autoriser enfin la colère : une colère politiquement instruite et constructive. Woman Hating braque les projecteurs sur ce qu'on élude souvent malgré son évidence : l'intentionnalité criminelle des violences masculines. Historiquement, si nous avons été systématiquement infantilisées, asservies et maltraitées, ce n'est ni par hasard, ni par maladresse, mais par intérêt, par sadisme et par haine. Nous ne pouvons pas régler la question du sexisme si nous ne reconnaissons pas sa racine fondamentalement malveillante.

Par contre, je n'ai pas fait la même lecture à 24 ans qu'à 30. La première fois, j'étais plus jeune qu'elle à la publication ; en relecture, je lisais une autrice plus jeune que moi. Avec ce recul, j'ai été plus sensible à son ironie décapante. En revanche, la dernière partie, spéculative et utopique, m'apparaissait déjà plus faible et maladroite dans ses provocations, que l'autrice a par la suite reniées. Certaines solutions proposées, qui m'enthousiasmaient, me semblent aujourd'hui avoir démontré leur inefficacité, ou du moins leur facilité à être détournées contre les intérêts des femmes. Ces tâtonnements m'ont rendue Andrea plus abordable, moins idéalisée, comme une amie, faillible et elle-même en recherche, avec qui nous serions en conversation. Nous sommes toutes en évolution. Soyons patientes les unes envers les autres.

PROPOS RECUEILLIS PAR LUCIE SABAU

Organisation

Mobilisations féministes en Corée du Sud : « Ma vie n'est pas un film porno ! »

En Corée du Sud, les molka - caméras-espion cachées dans les lieux publics pour filmer filles et femmes à leur insu - sont largement répandues. Entre 2013 et 2018, plus de 30 000 cas ont été signalés. De la taille d'une tête d'épingle, elles sont dissimulées dans les toilettes, les vestiaires ou les chambres d'hôtel. Les films sont diffusés sur des plateformes où elles génèrent des centaines de milliers de vues, aux côtés de vidéos de viol et de revenge porn.

Les smartphones sont aussi très utilisés pour filmer sous les jupes dans l'espace public ou directement dans les logements. Ces vidéos suscitent l'intérêt des Coréens car elles sont perçues comme « plus réelles » que celles de l'industrie pornographique, et la violation de l'intimité des femmes et leur humiliation publique sont recherchées par les clients.

Avant les mobilisations féministes, la société sud-coréenne se montrait tolérante vis-à-vis de ces pratiques. Mais en mai 2018, l'affaire du modèle nu a réveillé la colère des femmes. Une étudiante a été arrêtée pour avoir pris en photo un modèle vivant à l'université de Hongik et diffusé les images sans son consentement. Elle a été condamnée à 10 mois de prison et 18 000 € d'amende, tandis que les hommes qui commettent massivement ce délit bénéficient d'une impunité quasi totale. Les Coréennes ont compris que la police était capable d'agir, mais qu'elle ne le faisait pas pour les femmes victimes de molka. En réponse à cette injustice flagrante, elles ont organisé des manifestations sans précédent dans le pays.

Sous l'impulsion du collectif Femmes pour la justice, six manifestations ont rassemblé plus de 360 000 participantes à Séoul pour dénoncer le sexisme du système judiciaire et la pornification des femmes avec le slogan « Ma vie n'est pas un film porno ! ». Ces mobilisations constituent l'acte de naissance d'un puissant mouvement féministe en Corée du Sud, qui commence à obtenir des changements législatifs et transforme en profondeur les mentalités.

LÉA QUEDEVILLE

À LIRE, À VOIR

LA SYNDICALISTE : le viol D'INTIMIDATION COMME CRIME politique



En février 2023, la sortie du film La syndicaliste *a fait grand bruit, tant sur la culture du viol qu'il décrypte que sur le parcours de la lanceuse d'alerte Maureen Kearney et le scandale d'État qu'il retrace. Il est tiré de l'excellente enquête de Caroline Michel-Aguirre, qui a raconté le viol d'intimidation que cette syndicaliste a subi pour avoir lutté contre un accord prévoyant le transfert des technologies d'Areva vers une entreprise chinoise. Comble de l'horreur, le procès n'a pas été celui de son agresseur mais le sien.*

Retour sur les faits : le 15 décembre 2012 à 6h du matin, Maureen est surprise chez elle par son agresseur. Bâillonnée, ligotée, elle sera mutilée, violée et abandonnée jusqu'à ce que la femme de ménage la retrouve. Elle porte plainte et subira plusieurs examens médicaux. C'est une mauvaise reconstitution des faits qui instille peu à peu le doute chez les enquêteurs, malgré un récit très détaillé et cohérent. Ils mélangent les traumatismes (un autre viol subi à 21 ans) et nient les marques de sidération et de dissociation courantes dans les viols, qui empêchent la victime de se défendre. Ignorant les expertises psychiatriques qui ne diagnostiquent aucun trouble de la personnalité, ils clôturent l'enquête par un non-lieu un mois après et ouvrent dans la foulée une enquête pour dénonciation imaginaire. Accusée d'avoir mis en scène son viol, Maureen Kearney a dû répondre de ces accusations odieuses. Il lui sera même demandé de raconter son agression à rebours ! Des aveux lui seront arrachés à l'issue d'une garde à vue de 12 heures, sans avocat, avec menaces à peine voilées. Elle reviendra dessus par écrit un mois plus tard, mais attendra un an avant d'être reçue par les juges !

Poussant l'enquête plus loin, la journaliste a rencontré la femme d'un cadre de Véolia victime de la même agression 6 ans plus tôt. Les similitudes sont troublantes : viol, mutilations, aucune trace retrouvée, enquête abandonnée, et deux victimes déjà violées par le passé. Mais cela ne suffira pas à éteindre le doute, l'affaire ayant été classée sans suite et le dossier ayant disparu…

Lors de son procès 4 ans plus tard, Maureen se battra pour prouver son innocence malgré l'angoisse et la violence des attaques du tribunal. Elle trouvera la force de raconter les menaces, surveillances et intimidations vécues et tentera de prouver les liens évidents entre ses investigations militantes et l'agression. Elle sera reconnue coupable en première instance, mais finalement acquittée en appel un an plus tard. Lors de ce deuxième procès, les traumatismes du viol seront plus finement étudiés et les erreurs de l'enquête révélées : rupture des tendons à l'épaule qui suffisait à l'innocenter puisqu'il lui était impossible de s'attacher seule, prélèvements ADN disparus, état de sidération occulté…

Au-delà de l'enquête, ce livre est un femmage à Maureen Kearney. Militante dès le lycée en Irlande, elle travaille en tant qu'institutrice et au ministère de la condition féminine, puis dans les relations presse à son arrivée en France. Elle intègre une filiale d'Areva en tant que professoresse d'anglais en 2000, puis rejoint la CFDT. Souvent seule femme lors des réunions stratégiques, elle a su s'imposer et était reconnue de toutes.

Il y a définitivement eu un avant et après pour Maureen Kearney. Sa fougue et sa joie de vivre se sont éteintes à jamais. Traumatisée, elle a quitté sa maison et a dû renoncer à son travail. Elle se consacre aujourd'hui aux enfants et aux femmes victimes de violences.

JULIETTE O

OSEZ LE FÉMINISME !

se bat au quotidien pour l'égalité, avec ténacité, humour et toute l'énergie de ses bénévoles. Vos soutiens sont indispensables pour organiser nos actions féministes tout au long de l'année. Grâce à vos dons, nous allons féminister le monde !
Osez le Féminisme ! est une association reconnue d'intérêt général et vos dons seront donc déductibles de vos impôts à hauteur de 66%.
Grâce à cette déduction fiscale un don de 100€ vous revient à 34€, un don de 50€ vous revient à 17€ et un don de 15€ ne vous coûte finalement que 5€.

www.osezlefeminisme.fr
contact@osezlefeminisme.fr

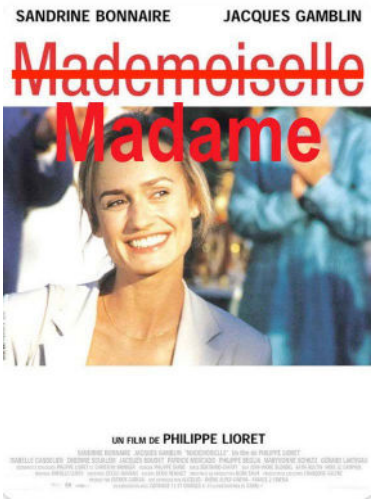
Envoie par courrier à cette adresse :
Maison de la Vie Associative et Citoyenne,
22, rue Deparcieux
75014 Paris

Suivez nous

Illustration : Alice D - Graphisme : Estelle Grossias

Chronique du sexisme ordinaire

LE « MADEMOISELLE » A TOUJOURS BON COMPTE !



J'ai récemment changé de nom de famille. Non pas parce que je me suis mariée, mais grâce à la loi du 1er juillet 2022, j'ai pu modifier mon nom de famille en accolant le nom de ma mère à celui de mon père. J'ai naïvement pensé que ma banque, qui m'attribuait jusqu'à présent le qualificatif de mademoiselle, allait basculer vers madame, parce que dans l'inconscient collectif, double nom = personne mariée.
Ma banque, et ce n'est pas la seule en France, se fiche de ça.
Chez l'Écureuil, « madame » n'est accordé qu'à celles qui auront coché la case « mariée ». Et gare à vous si vous divorcez ! Retour à la case départ, la « vieille » demoiselle !
La circulaire du gouvernement de 2003 relative à la suppression de la fameuse case « mademoiselle » n'a tout simplement pas court dans cet organisme privé d'intérêt général.
Une légende raconte que les vieilles demoiselles qui oseront se plaindre auprès dudit établissement se verront répondre « le logiciel n'a pas prévu cette suppression de case ».
Bien sûr ces messieurs ne subiront jamais ce traitement : dès la naissance, « monsieur« est de mise, point de damoiseau pour les jouvenceaux.
Saviez-vous qu'à l'origine, « mademoiselle » désignait la femme, noble ou non, non titrée, et cela, indépendamment de son statut marital ?
C'est depuis Napoléon et son fameux code, que la distinction madame/mademoiselle est dépendant du statut marital de la femme. Elle est « mademoiselle » quand propriété du père et « madame », une fois mariée, donc sous l'autorité du mari. Une éternelle mineure, n'ayant pas plus de droits que ses propres enfants. Le titre n'est là que pour rappeler qu'elle n'est plus «disponible» pour les autres hommes. De plus, elle devrait même se réjouir de ce changement de statut, une femme n'aurait pas plus de noble destinée que celle de se marier pour ensuite donner naissance à de beaux enfants.
Je souhaite que, lorsque je demande à être appelée « Madame », on ne me demande pas si j'ai la bague au doigt, ou bien que l'on me reproche de ne pas paraître l'âge correspondant au qualificatif.
Mademoiselle serait un compliment pour les femmes, tourné au ridicule quand celle-ci devient « trop âgée » et donc, plus assez désirable pour le porter avec élégance.

Bien sûr, cela me fait bizarre de temps en temps, quand c'est le/la jeune qui m'interpelle « Madame », mais je suis profondément excédée quand on me donne du « mademoiselle », surtout suivi du tutoiement.

Je souhaite être appelée Madame, comme prescrit par le gouvernement, mais aux yeux de ma banque, je suis une éternelle mineure.

MATHILDE DECRENELLE



Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Date de naissance :
Téléphone :
Mail :
Signature :

FAITES UN DON !

Je donne une fois :
☐ 20€ ☐ 30€ ☐ 50€ ☐ 100€
☐ Autre montant : ☐ €
Paiement : ☐ Espèces ☐ Chèque

Je donne tous les mois :
Rendez-vous sur notre page :
http://osezlefeminisme.fr/soutenir/

> Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité femmes-hommes, nous nous rassemblons, militantes et militants, pour prendre part au combat féministe, à la lutte contre les violences masculines envers les femmes et les filles et contre le système de domination qu'est le patriarcat.
> Nous défendons les droits universels et inaliénables de toutes les femmes, dans leur spécificité. L'analyse de l'imbrication des structures d'oppression, patriarcat, racisme, et capitalisme, doit être au coeur de notre militantisme pour ne laisser aucune femme de côté.

Les campagnes et actions d'Osez le féminisme ! existent grâce à l'engagement de militant·es bénévoles qui donnent de leur temps, partagent leurs compétences au service de nos combats féministes. Vous aussi, vous pouvez vous engager, il y a certainement une antenne près de chez vous :



Comité de rédaction :
Anne-lise Rias
Logo :
Mila Jeudy
Maquette :
Lucie Conteville
lucieconteville.com
Éditrice :
Osez le féminisme !
Directrice de publication :
Ursula Le Menn
Dépôt légal :
Bibliothèque Nationale de France, ISSN2107-0202 –
Imprimerie :
Online Printers

RECRUTEMENT NOUVELLES AUTRICES

Le Groupe Journal recrute de nouvelles participantes pour écriture et/ou relecture des articles. Nouvelles adhérentes bienvenues !
Les réunions se font en ligne et sont donc accessibles partout en France, même s'il n'y a pas d'antenne OLF là où vous habitez. Faites passer le mot autour de vous !
Envoyez vos coordonnées : **contact@osezlefeminisme.fr**

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE